{BnF Gallica

Le Temps

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

I. Le Temps. 1899-05-26.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

Un avis, qui voudrait être malveillant et n'est qu'inexact, sous forme d'annonce en 4e page, paru dans votre numéro d'hier (25 mai), à propos de l'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie franco-algérienne (Chemins de fer d'Arzew à Saïda et prolongements), tenue le 23, même mois, sous la présidence, en effet, d'un ancien et honorable président de section au tribunal de commerce de la Seine, me donne peut-être le droit, dans tous les cas l'occasion, de répéter publiquement les conclusions que j'ai dû prendre pour défendre à cette assemblée les intérêts sociaux, les intérêts de tous contre des agissements inconsidérés.

La loi de 1867 sur les sociétés pas plus que sa cadette de 1893, n'a point prévu l'intervention des obligataires, sinon dans l'administration sociale, du moins dans la sauvegarde collective de leurs intérêts. Dans les espèces spéciales aux règlements de liquidation de sociétés concordataires, notre tribunal de commerce, dans sa haute sagesse, son expérience des affaires, sa prévoyance éclairée et toujours progressive des intérêts de tous, gros et petits; particulièrement des petits, des intérêts de l'épargne contre la spéculation et l'accaparement des capitaux et des titres, le tribunal de commerce a su heureusement apporter dans la pratique, aujourd'hui consacrée par la jurisprudence, des tempéraments dans l'interprétation étroite des lois sur les sociétés et les statuts qui les régissent. Le contrat judiciaire intervenu entre une compagnie et ses obligataires, légalement représentés par des commissaires *ad hoc*, ne peut être méconnu et violé par le débiteur du fait de son conseil d'administration ou de l'un de ses membres, fût-il le plus gros des actionnaires, possédât-il même le tiers ou la moitié du capital, chacun pouvant, bien entendu et à sa guise, compromettre ses intérêts propres, sans pouvoir compromettre les intérêts collectifs d'une masse et d'une famille sociale; cette masse, cette famille sociale trouvent dans les principes généraux du droit les moyens de provoquer l'interdiction aux fonctions sociales d'administrateur, de gérant des intérêts communs de celui de ses membres qui serait convaincu et reconnu capable d'habitude de les compromettre et de les ruiner.

Les statuts de la Compagnie franco-algérienne n'avaient point prévu originairement, contrairement aux prescriptions de l'article 27 de la loi de 1867 (*in fine*), la limitation du nombre de voix d'un actionnaire dans toute assemblée générale, qui se trouvait ainsi à la discrétion d'un spéculateur, d'un accapareur ou d'un millionnaire fantaisiste ou ennuyé : c'est contre cette hérésie légale, cette violation du principe essentiel, libéral et démocratique du contrat d'association qu'a voulu protester l'assemblée du 23 mai de la Compagnie franco-algérienne. Elle a eu pour résultat d'écarter je ne sais quelle étrange conception de mainmise sur les services et les lignes de pénétration de la Compagnie dans le Sud oranais, qui constituent non seulement le gage de ses obligataires, mais la sécurité de notre frontière marocaine, et les espérances de notre trafic et de notre commerce dans cette partie de l'Algérie, et sans doute au delà dans un avenir prochain. Deux ou trois mécontents, anciens employés peut-être remerciés ou renvoyés, à la solde sans doute d'un jeune millionnaire, pseudo-administrateur fin de siècle, avaient cru pouvoir faire de l'obstruction dans cette assemblée, et, pensant influencer son honorable président par le rappel de ses anciennes fonctions consulaires, ils font insérer, non des articles, mais des annonces du genre de celle d'hier, qui se dissimulait à la quatrième page du *Temps*. Qu'ils en prennent leur parti : tout s'est passé correctement et légalement dans cette assemblée, au mieux des intérêts généraux et collectifs d'une compagnie, dont le relèvement paraît soulever des colères et des convoitises, assurément étranges, s'il ne s'agissait que d'intérêts sociaux.

Le *Temps* me permettra de remettre les choses au point, en lui demandant de publier le texte du procès-verbal complet, enregistré, déposé et publié dans les *Petites Affiches* de ce jour, et en invitant le ou les mécontents et leur patron, déjà en instance et en si mauvaise posture devant toutes les juridictions, de nous laisser travailler en paix, dédaigneux des petites coteries et des petits intérêts particuliers qui ne sont que vanité froissée, orgueil déplacé à côté de combinaisons douteuses d'un agiotage effréné, qui ne sauraît prévaloir sur la marche et le développement d'une compagnie d'intérêt public.

A. LINOL,
Commissaire au concordat
de la Compagnie Franco-Algérienne.

FAITS DIVERS

LA TEMPÉRATURE

Bureau central météorologique

Jeudi 25 mai. — La dépression signalée depuis deux jours a marché vers le Sud-Est; elle s'étend ce matin dans le centre du continent; des minima voisins de 751 mm. existent vers Bruxelles, Vienne, Trieste et Gênes. Une aire de fortes pressions s'étend de l'Espagne aux Açores; une seconde persiste en Russie.

Le vent est fort du nord au pas de Calais, d'entre ouest et nord sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée. La mer est généralement houleuse.

Des pluies sont tombées dans l'ouest et le centre de l'Europe; elles ont été très abondantes sur nos régions; on a recueilli 24 mm. d'eau au Havre, 16 à Nantes, 13 à Paris, 8 à Nice.

La température s'abaisse dans l'ouest de l'Europe; elle était, ce matin, de 1° à Hernœsand, 6° à Moscou, 9° à Paris, 24° à Alger.

On notait + 1° au puy de Dôme, — 2° au mont Ventoux, — 7° au pic du Midi.

En France, des averses restent probables avec temps frais.

A Paris, hier l'après-midi et cette nuit, pluie et vent fort.

Moyenne d'hier, 24 mai, 13°2, inférieure de 1°5 à la normale.

Depuis hier, midi, température maxima : + 19°6; minimum : + 8°8.

Baromètre à 7 heures du matin, 753 mm. 8; en hausse à midi.

A la tour Eiffel, max., 14°7; min., 6°4.

Vitesse max. du vent : 25 m. le 24 à onze heures du soir.

Situation particulière aux ports

Manche. — Mer houleuse à Dunkerque, Calais, Boulogne; agitée au Havre et à Cherbourg.

Océan. — Mer peu agitée à Brest, belle à Lorient.

Méditerranée. — Mer houleuse à Sète; agitée à Marseille, Nice.

Corse. — Mer houleuse aux îles Sanguinaires.

— On mande de Nantes que, pendant une violente tempête qui a sévi hier après midi sur la ville, la grue à vapeur de la chambre de commerce a été précipitée par le vent dans la Loire. La machine a fait explosion et le chauffeur, nommé Moreau, a été littéralement broyé.

Les dégâts causés aux récoltes sont considérables.

UNE ADEPTE DU DOCTEUR GRENIER. — Mme T..., rentière, connue dans la société versaillaise, se faisait remarquer par l'exaltation de sa religion. Très bonne, elle se répandait en aumônes parfois excessives, et on l'avait souvent entendu louer la charité et la piété du docteur Grenier, l'ancien député musulman.

Hier, elle avait dû venir pour des emplettes à Paris; vers cinq heures, elle se trouvait près du jardin du Luxembourg. Elle entra, se dirigea vers le bassin central et s'agenouilla tout au bord, sous la pluie. Bientôt un gardien de la paix la vit se déchausser et tremper ses pieds nus dans l'eau froide. — Que faites-vous? lui demanda-t-il. — Mes dévotions, répondit-elle tranquillement. Le gardien insista pour qu'elle remît ses chaussures, et elle obéit doucement. Mais quelques minutes plus tard, toujours agenouillée, elle sortit son porte-monnaie et se mit à jeter dans l'eau une dizaine de pièces de cent sous. Le gardien qui ne la perdait pas de vue, intervint à nouveau, prit des mains de la bonne dame son porte-monnaie, repêcha ses écus et obtint qu'elle l'accompagnât.

M. Lagaillarde, commissaire de police du quartier de l'Odéon, devant qui fut menée Mme T..., fut fort embarrassé de cette visite. « Mais je ne suis pas du tout folle, monsieur, ainsi que vous pouvez le croire », disait-elle, et elle fit au magistrat un petit sermon.

M. Lagaillarde a avisé la famille, à Versailles, et, en attendant une réponse, a fait conduire en voiture Mme T... dans une chambre de l'infirmerie spéciale du Dépôt.

UNE CHUTE MORTELLE CAUSÉE PAR UNE BICYCLETTE. — Un cycliste militaire, Ferdinand M..., parcourait hier l'avenue de l'Opéra à une allure modérée, lorsque tout à coup une voiture lui barra la route.

Le militaire fit rapidement un crochet pour éviter la voiture. Malheureusement, sa machine heurta une femme d'une soixantaine d'années, qui traversait péniblement la chaussée. Elle fut renversée, et tomba si malheureusement qu'elle se fractura la base du crâne.

Des passants et le bicycliste lui-même la relevèrent aussitôt et la portèrent chez un pharmacien du voisinage. Mais tous les soins furent inutiles; la pauvre femme expira au bout de quelques minutes.

Cette femme étant inconnue et aucun papier permettant d'établir son identité n'ayant été trouvé sur elle, M. Péchard, commissaire de police, a envoyé le corps à la Morgue.

L'IMPRUDENCE D'UN ENFANT. — Un douloureux accident, dû à l'imprudence d'un enfant de quinze ans, s'est produit hier, à Alfortville, chez un ouvrier maçon, M. Gillon, habitant rue de Villeneuve.

M. Gillon, qui est divorcé depuis plusieurs années, ne peut voir ses deux enfants, un garçon et une fillette, qu'une fois par mois. Ces visites sont, on le comprend, autant de fêtes pour lui. Aussi, hier, lorsqu'arrivèrent Marie, la jeune fille, et Yves, le garçon, M. Gillon les reçut-il avec joie. Tous trois déjeunèrent gaiement et se préparèrent ensuite à faire une longue promenade.

Avant de partir, les deux enfants jouaient ensemble dans la salle à manger, lorsque le jeune Yves, s'empara d'un vieux fusil de chasse appartenant à son père et, en riant, mit en joue la jeune fille.

— Veux-tu que je te tue, Marie, lui dit-il.

— Tue-moi si tu veux, répondit sa sœur, mais dépêche-toi.

Yves recula de quelques pas et, ajustant, pressa d'un seul coup sur les deux gâchettes.

Une double détonation retentit, et la jeune fille poussant un cri s'abattit sur le sol. Le fusil était chargé de petit plomb, et Marie Gillon avait reçu dans le flanc et dans l'épaule droite presque toute la charge.

M. Gillon releva aussitôt sa fille et on appela un médecin, qui la fit transporter à l'hôpital de la Pitié. Puis M. Cuvillier, commissaire de police, commença une enquête. Le magistrat eut mille peines à obtenir une réponse du jeune Yves, qui, terrifié, blotti dans un coin de la chambre, semblait ne rien comprendre à ce qu'on lui demandait.

Quant à M. Gillon, il a dû s'aliter à la suite de l'émotion qu'il a éprouvée.

UN CAISSIER DES FINANCES RUSSES VOLEUR. — Dimitri Dimitrief de Lask, caissier des finances russes, quittait, il y a quelque temps, son pays, en emportant une somme de 168,000 roubles détournés par lui dans sa caisse. Le gouvernement russe offre une forte prime à quiconque pourrait amener son arrestation.

De Lask voyage sous le faux nom de Louis Sadwsky. C'est un homme de trente-cinq à quarante ans, grand, maigre, cheveux, sourcils, moustache et mouche noirs, la figure énergique, le teint olivâtre, le visage ovale. Signes particuliers : le bout des doigts épais et de travers, les ongles très forts. Il était, à son départ de Russie, accompagné d'une femme petite et grasse.

UNE MINE DANS UNE COMMODE. — Un marchand de meubles et d'antiquités de Cannes, M. Trucchi, en vidant dernièrement les tiroirs d'une vieille commode achetée dans un lot de meubles vendus après décès, y trouva quatre grandes boîtes en fer blanc *dont l'aspect et le poids l'intriguèrent. Il les ouvrit* et ne fut pas médiocrement effrayé en constatant qu'elles étaient bourrées de cartouches de dynamite. Chaque boîte contenait cent cartouches, constituant ainsi un obus d'une puissance destructive effroyable. Le malheureux antiquaire frémit en songeant que depuis le 6 du courant, date de l'achat, il avait littéralement dormi sur un volcan, ou plutôt sur un caisson d'artillerie dont l'explosion aurait réduit en miettes, non seulement sa boutique, mais la maison tout entière. Il s'empressa de prévenir le parquet, qui fit enlever, avec toutes les précautions nécessaires, les dangereuses boîtes. Les cartouches ont été noyées par les soins du service de l'artillerie.

La commode avait été vendue à M. Trucchi par un adjudant du 7e bataillon de chasseurs à pied qui ignorait son dangereux contenu. Elle faisait partie du mobilier de son père, ancien entrepreneur de travaux de mines, décédé récemment à Cannes.

UN CARABINIER IMMORAL. — Un *carabiniero* (douanier) espagnol, s'est rendu dernièrement coupable d'une violation de frontière et d'un ignoble attentat sur la personne d'une jeune Française, qui ont causé la plus vive indignation parmi la population de Sare, commune sur le territoire de laquelle le crime a été commis. Cet immonde personnage apercevant une bergère de quatorze ans, Joséphine Etcheparre, qui gardait seule son troupeau à deux cents mètres de la frontière, n'a pas hésité à franchir la limite et se ruant sur la pauvre enfant lui a fait subir les derniers outrages. Le misérable a pu regagner le territoire espagnol avant que des paysans accourus aux cris de sa victime eussent pu s'emparer de lui.

INFORMATIONS DIVERSES

— Demain vendredi le Salon sera fermé. La Société des artistes français procédera aux votes des récompenses, et la Société nationale des beaux-arts, réunie en assemblée générale, nommera de nouveaux sociétaires et associés.

La réouverture du Salon aura lieu le lendemain samedi.

— *Le monument Louis Français.* — Le comité du monument Louis Français avait ouvert, il y a quelques mois, entre plusieurs statuaires un concours restreint à la suite duquel on vient de choisir pour exécuter le monument le sculpteur Peynot.

Une somme de 30,000 francs est mise à la disposition de l'artiste pour son œuvre, destinée, comme on sait, à la ville natale du peintre, Plombières.

L'exposition publique des maquettes a lieu à l'Ecole des beaux-arts. Elle restera ouverte jusqu'à demain soir.

Coquelin cadet chez Lachenal. — Le dimanche 28, à deux heures et demie, le céramiste Lachenal procédera, dans son jardin de Châtillon, près Paris, à la vente des grès et des faïences de l'année qui ont subi des accidents de feu. La vente sera conduite par Coquelin cadet qui remplira le rôle de commissaire-priseur et dira des monologues. On peut prendre à Saint-Germain-des-Prés le tramway de Châtillon ou, en prévenant dès demain M. Lachenal, se faire chercher, place de la Madeleine (restaurant Durand), à une heure et demie, et gare Montparnasse (restaurant Lavenue), à deux heures, par des voitures spéciales qui assureront le retour au prix de 50 centimes par voyage.

Sénat

SÉANCE DU JEUDI MATIN 25 MAI

La loi de finances

La discussion commencée hier après midi, sur les articles de la loi de finances qui modifient le régime des bières, a occupé la séance de ce matin sans être terminée.

M. de Verninac est partisan de la disjonction et demande au Sénat de rester fidèle à sa jurisprudence qui n'admet pas l'insertion de réformes dans le budget. Si la disjonction est repoussée il demandera au Sénat de voter son amendement supprimant dans les villes les droits d'entrée sur les bières.

M. Peytral, ministre des finances. — Mais à la condition de le placer après les articles concernant la bière.

M. de Verninac. — Nous demandons le contraire. On nous a dit que tout le monde était d'accord sur la législation des bières. C'est une erreur; sans doute elle est approuvée par les gros brasseurs, mais les petits brasseurs la repoussent. Quant aux consommateurs, les riches auront peut-être de la bière meilleure, mais les pauvres payeraient la leur plus cher. Des objections nombreuses peuvent donc se produire et la discussion peut être longue; mon amendement, au contraire, ne peut rencontrer d'opposition; le droit d'entrée est le plus irrationnel qui existe. Je demande qu'on le supprime. Le jour où l'Etat ne percevra plus son droit d'entrée il se produira dans les villes un mouvement qui entraînera la suppression des droits d'octroi.

M. Achille Bouilliez explique que l'Union des brasseurs du nord de la France a examiné la nouvelle législation et est tombée d'accord avec l'administration. La grande majorité des brasseurs est favorable à la nouvelle réglementation parce qu'elle permet de réprimer la fraude. Le Sénat votera la réforme qui est réclamée par tous les industriels honnêtes.

M. Monis rappelle qu'en décembre 1897 le ministre des finances décidait le Sénat à voter une loi sur l'alcool dénaturé. Cette loi était si mal faite qu'on n'a pu arriver à l'exécuter. De même, le 24 décembre dernier, on a voté une loi portant prorogation des taxes d'octroi de Paris. Cette loi a donné lieu à des procès parce qu'elle était mal faite. Il ne faut donc pas se hâter en des matières si délicates.

La brasserie du Nord va donc gagner à la nouvelle loi de faire pénétrer ses bières dans Paris, mais ce sont seulement les grands industriels qui en profiteront; les petits, eux, protestent contre la loi; l'orateur cite des réclamations signées par 365 brasseurs du Nord et par 204 brasseurs du Pas-de-Calais.

En réalité, toute loi sera bonne si vous supprimez l'octroi; si vous ne le supprimez pas toute loi sera mauvaise et la loi nouvelle sera encore plus mauvaise que celle de 1816; supprimez-vous l'octroi pour la fin de l'année? Vous ne répondez pas; mais je ne crois pas que ce soit le cas de dire : Qui ne dit mot consent. (On rit.)

Le rapporteur général a *dit* que la loi ne constituait pas de dégrèvement, c'est une erreur, elle en constitue un au profit des riches et au détriment des pauvres, elle favorise la bière de l'Est et la bière allemande contre la bière parisienne.

La loi proposée ressemble à un bateau qui reste dix ans sur le chantier, elle est démodée et il faut faire autre chose, le gouvernement fait une œuvre que je ne puis comprendre. Le Sénat a voté la loi sur les boissons. En ne la faisant pas voter par la Chambre le gouvernement manque à son rôle constitutionnel; il manque à toutes les promesses qu'il a faites; il va plus loin : il aggrave le droit fiscal, il aggrave l'exercice, il institue une nouvelle manière de soumettre les fabricants à l'inquisition du fisc. C'est un recul au point de vue moral et économique.

M. Strauss. — Ni le gouvernement ni la commission ne répondent?

Le ministre. — Nous répondrons.

M. Gauthier combat, lui aussi, la réforme. Nous sommes, dit-il, en présence d'un expédient fiscal improvisé en vue de boucher un trou dans le budget. L'assemblée ne voudra pas trancher une question si grave au pied levé et dans des conditions pareilles; elle votera la disjonction.

La suite de la discussion est renvoyée à cet après-midi.

TRIBUNAUX

Au conseil de guerre maritime de Brest. — Un incident. — De notre correspondant :

Une *scène violente* s'est produite hier à l'audience du conseil de guerre maritime permanent devant lequel comparaissait le nommé Plassais, exclu de l'armée comme antérieurement condamné, mais restant à la disposition de la section de Brest. Cet homme était accusé de tentative de meurtre sur la personne du gendarme Coatanéan, de la brigade de Brissac (Maine-et-Loire), qui, le 31 août 1898, l'avait arrêté pour vagabondage dans cette commune. Peu de temps auparavant, à sa sortie de la maison centrale de Thouars où il avait purgé une condamnation à 8 ans de réclusion, Plassais avait acheté quelques chromos avec lesquels il parcourait les routes.

Malgré le caractère violent qu'on connaissait à cet exclu, les débats s'étaient déroulés sans incident, et le chef de bataillon d'infanterie de marine Denès, commissaire du gouvernement, prononçait son réquisitoire, quand, à un mot qui déplut à l'accusé, celui-ci se mit dans une fureur indescriptible et se leva, en proférant des menaces, pour s'élancer sur le commandant. Doué d'une force herculéenne, c'est à peine si quatre gendarmes et plusieurs plantons parvinrent à le maîtriser. Le forcené, criant à plusieurs reprises : « Vive l'anarchie! » fut traîné hors de la salle.

La séance n'a pris fin qu'à six heures, après la condamnation de Plassais à dix ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour.

NÉCROLOGIE

Nous apprenons avec regret la mort, à la Flèche, de M. Métivier, inspecteur général honoraire de l'instruction publique, chevalier de la Légion d'honneur.

M. Métivier avait été inspecteur d'académie à Arras, Auxerre, Melun, Mantes, Rouen.

Il avait collaboré au *Temps* et à diverses revues. Il laisse d'intéressants ouvrages sur l'Etat du Saint-Siège et sur Monaco.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Domerc, secrétaire de la rédaction du *Phare de la Loire*.

LIBRAIRIE

Des tableaux délicats de vie parisienne, avec de l'esprit à profusion, tels sont les *Lendemains d'aujourd'hui*, l'œuvre nouvelle de M. Michel Provins, le brillant auteur de *Dégénérés*. Ce charmant volume, paru à la librairie Ollendorff, sous une jolie couverture de Lucien Métivet, contient des études passionnelles prises sur le vif; mais M. Provins possède au plus haut point l'art d'envelopper les vérités dans le charme du style.

L'Affaire Dreyfus par l'image, numéro spécial de la *Vie illustrée*. (Voir aux annonces.)

AVIS ET COMMUNICATIONS

COMPAGNIE FRANCO-ALGÉRIENNE

Les dissentiments survenus à la Société Franco-Algérienne ont donné lieu devant le tribunal de commerce de la Seine, le 19 mai 1899, au jugement que nous reproduisons :

L'assemblée extraordinaire des actionnaires de cette société a eu lieu, le 23 du courant, en présence du délégué de l'Etat. Quatre-vingt-six actionnaires étaient présents et plus de 30,000,000 actions représentées. M. Lebaudy avait délégué ses pouvoirs avec mandat impératif.

Après lecture d'une déclaration des commissaires au concordat sur la situation sociale, la gestion et les comptes de la compagnie depuis le concordat et la reprise de l'exploitation, les propositions du conseil ont été adoptées à la majorité de 78 voix contre 8. Une protestation de M. Lebaudy a été jointe au procès-verbal.

La modification à l'article 43 des statuts qui était proposée par le conseil, consiste à limiter à vingt le nombre des voix attribuées à tout actionnaire porteur d'un nombre de titres supérieur à 500.

Jacques Lebaudy contre Compagnie Franco-Algérienne

TRIBUNAL DE COMMERCE 19 MAI 1899

Attendu que Bertrand, le baron de Sainte-Gème (Fernand), Henri de Sainte-Gème, Fossez et Hesse, exposent qu'ils sont actionnaires de la Compagnie Franco-Algérienne, Société anonyme dont le siège est à Paris, rue Pigalle, numéro six,

Que l'article trente et un des statuts de ladite société exige que la convocation des assemblées générales soit faite par le conseil d'administration; qu'ils prétendent qu'actuellement il n'y aurait pas de conseil d'administration régulier, que seule la qualité d'administrateur de Jacques Lebaudy ne serait pas contestée;

Qu'en effet le conseil d'administration nommé par l'assemblée générale des actionnaires du trente mai mil huit cent quatre-vingt-dix-huit aurait été révoqué par décision d'une assemblée subséquente tenue à Paris le neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit;

Qu'ils demandent dès lors au tribunal de dire que Jacques Lebaudy, seul administrateur régulièrement en fonctions, sera tenu de convoquer l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie Franco-Algérienne, laquelle assemblée, aux termes de l'article trente et un des statuts sociaux, doit se réunir au mois de mai, de fixer le lieu, la date et l'heure de ladite assemblée,

De dire que Lebaudy devra présider l'assemblée jusqu'au moment où celle-ci aura nommé un nouveau conseil;

Mais, attendu que les demandeurs allèguent à tort que Jacques Lebaudy serait en fait actuellement seul administrateur de la Compagnie franco-algérienne et qu'il est au contraire constant que le conseil d'administration nommé par l'assemblée générale du trente mai mil huit cent quatre-vingt-dix-huit subsiste et continue de fonctionner; que les demandeurs ne sauraient se prévaloir de la prétendue assemblée générale extraordinaire tenue le neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit et au cours de laquelle ledit conseil d'administration aurait été révoqué;

Qu'en effet, aux termes des statuts sociaux les assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par le conseil d'administration;

Qu'elles doivent être présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président et, en cas d'absence de l'un et de l'autre, par le membre que le conseil d'administration aura désigné à cet effet;

Que des faits de la cause il résulte que la convocation de l'assemblée du dix-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit a été faite en dehors du conseil d'administration par Lebaudy seul, usant de sa qualité d'administrateur et sans même que cette convocation ait contenu un ordre du jour;

Que cette assemblée convoquée et tenue en violation des statuts sociaux, est entachée de nullité radicale et que, par suite, sont nulles, les délibérations qui y ont été prises et notamment la révocation du conseil d'administration dont excipent les demandeurs; que dans ces conditions, il n'y a lieu de dire que Jacques Lebaudy devra seul convoquer l'assemblée générale annuelle, cette convocation incombant au conseil d'administration;

Attendu au surplus qu'il résulte des renseignements recueillis que le conseil d'administration a convoqué les actionnaires en assemblée extraordinaire pour le vingt-trois mai courant, et une assemblée générale ordinaire pour le trente et un de ce même mois;

Que la demande à toutes fins qu'elle comporte est donc mal fondée et doit être écartée;

Par ces motifs :

Le Tribunal, jugeant en *premier ressort*,

Déclare Bertrand, le baron Fernand de Sainte-Gème, Henri de Sainte-Gème, Fossez et Hesse mal fondés en leur demande,

Les en déboute,

Et les condamne par les voies de droit aux dépens, même au coût de l'enregistrement du présent jugement,

Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur.

UN CONCOURS DE PHOTOGRAPHIE

La direction du parc de la Faisanderie organise pour le dimanche 4 juin un grand concours de Photographie, exclusivement réservé aux amateurs. Le sujet du concours est des vues à prendre, au choix des concurrents, dans le parc de la Faisanderie dont la situation exceptionnelle rendra ce concours particulièrement intéressant. Des prix d'une valeur totale de 4,500 francs seront distribués. Les concurrents sont priés de se faire inscrire à l'avance pour pouvoir participer au concours. Les terrains du parc qui se vendent par petits lots à 3 fr. 50 le mètre, sont desservis par la gare d'Ablon et doubleront certainement de valeur lorsque le transfert de la gare d'Orléans au quai d'Orsay les mettra à 15 minutes seulement du centre de Paris.

Pour tous renseignements concernant la vente des terrains, les inscriptions et les conditions du concours, s'adresser sur place, à Ablon, ou à Paris, 61, rue des Petits-Champs.

La Compagnie fermière de Vichy informe le public qu'il n'y a pas de source purgative à Vichy et qu'elle est étrangère aux préparations artificielles qui pourraient être présentées sous son nom.

LES CÉLÈBRES VERRES
ISOMÉTROPES
Exiger la Marque sur chaque verre. 6f la paire Ex-Seul Décdt à Paris: FISCHER, 19, Av. de l'Opéra.

SPORT

AUTOMOBILISME

La course de Paris-Bordeaux pour automobiles et motocycles a eu lieu hier.

Le départ a été donné aux 37 motocycles à 3 h. 13' du matin, à 3 h. 32' aux 28 automobiles.

Un accident, que nous relatons d'autre part, a malheureusement attristé le début de l'épreuve : au passage à niveau du chemin de fer de Saint-Cloud, en bas de la descente, Gilles Hourgières ralentit un peu, et Lemaître, qui arrivait à toute allure derrière lui, buta sur l'arrière de la voiture de Gilles Hourgières : le mécanicien de la voiture de Lemaître a été projeté par terre et s'est très grièvement blessé.

Le gagnant de la course a été Charron, qui a couvert les 565 kilomètres du parcours en 11 h. 43' 20", battant le record de René de Knyff de 3 h. 32'; la vitesse moyenne a été de 48 kilomètres environ.

Après Marseille-Nice et Paris-Amsterdam, Charron atteste une fois de plus ses merveilleuses qualités de conducteur.

René de Knyff est arrivé deuxième avec 7 minutes de retard sur Charron.

Le premier des motocyclistes a été Bardin, qui a mis 13 h. 22', ce qui bat le record de Corre de 5 h. 13'. — *P. Marsy.*

THÉATRES

« Cendrillon »

Les Grecs ont tout trouvé. Elien, dans ses *Histoires diverses*, raconte l'anecdote suivante : « Rodope passe pour avoir été la plus belle courtisane d'Egypte. Un jour qu'elle était au bain, la fortune, qui se plaît à produire des événements extraordinaires et inattendus, lui procura une faveur qu'elle mérita moins par les qualités de son âme que par les charmes de sa figure. Tandis que Rodope se baignait, et que ses femmes gardaient ses vêtements, un aigle vint fondre sur un de ses souliers, l'enleva, et l'ayant porté à Memphis, dans le lieu où Psammetichus était occupé à rendre la justice, le laissa tomber sur les genoux du prince. Psammetichus, frappé de l'élégance de ce soulier, de l'élégance du travail et de l'action de l'oiseau, ordonna qu'on cherchât par toute l'Egypte la femme à qui il appartenait : dès qu'on l'eût trouvée, il l'épousa. »

On eût pu croire que l'auteur de *Thaïs*, de *Manon* et du *Roi de Lahore* se serait tourné vers le conte égyptien et la belle Rodope. Non. Comme Larusette, comme Nicole, comme Rossini, il s'en est tenu à l'histoire édifiante de notre excellent Perrault, et c'est bien de Cendrillon qu'il s'agit. Histoire consolante, car on y voit un prince épouser une abandonnée et chrétienne aussi, puisqu'elle nous dit l'abaissement de l'orgueil et le relèvement des humbles. M. Massenet, j'en suis sûr, a pensé à son petit-fils et aux amis de l'enfant : écrire « la partition de *Cendrillon* » où les jolies choses abondent, ce fut pour lui son « art d'être grand-père ». Et la coutume un peu démodée des entrevues de fiançailles revivra à l'Opéra-Comique.

Le conte de Perrault appartenait à M. Jules Massenet et à son adroit librettiste M. Cain. Mais la féerie revenait au directeur du théâtre, M. Albert Carré, qui a su faire mieux encore que par le passé. C'est véritablement un charme que le spectacle qu'il a offert. L'arbre de la fée entouré de femmes-fleurs et le palais du roi, qui donne l'illusion — simple illusion — que la scène du théâtre a d'énormes dimensions, ont réjoui tous les yeux. Et quelles fraîches aquarelles que les diverses figures du divertissement!

Comme interprétation des artistes, à toute épreuve, M. Fugère (le père de Cendrillon), qu'on a fêté, comme toujours, Mme Deschamps-Jehin (la belle-mère de Cendrillon), Mlle Guiraudon (Cendrillon), Mme Bréjean-Gravière (la fée), qu'on a beaucoup appréciées. Mlle Emelen, qui est jolie et qui a beaucoup de bonne volonté, figure agréablement le prince charmant, plutôt en l'espèce, le prince joufflu.

La réussite de la nouvelle œuvre, très grande à la répétition générale, grande encore à la première représentation, à laquelle, comme nous l'avions annoncé, le président de la République et Mme Loubet assistaient, sera durable et attirera la foule. S'il est vrai que M. Massenet, qui était à Enghien, pendant qu'on applaudissait son nom, ne veut plus désormais écrire pour le théâtre, il aura terminé sa carrière dramatique par un succès d'argent. Le conte bleu lui apportera des rêves d'or. — *Ad.*

— Pourquoi l'administration de l'Opéra n'a-t-elle pas convié la presse à la répétition générale de *Joseph*?

Parce que l'œuvre de Méhul est connue de toutes les personnes compétentes? Sans doute. Mais cette œuvre est transportée sur une scène plus vaste que celle qui la vit naître : elle est, pour cela, augmentée de récitatifs. Tout cela mérite un examen attentif. D'autant plus que la première représentation ayant été donnée en 1807, il y a peu de chance pour que les habitués actuels de l'Opéra y aient assisté.

A propos de *Joseph*, nous lisons dans le *Dernier Musiciana*, de M. Wekerlin, paru hier, l'anecdote suivante :

Rossini et Berlioz assistaient à une représentation de l'opéra de Méhul. Le ténor était très enrhumé; il chanta d'une façon pitoyable la charmante romance :

A peine au sortir de l'enfance.

Le chanteur dut s'arrêter après la seconde strophe.

Dans un humide et froid abîme
Ils me plongèrent, dans leur fureur.

Il fit un couac. Berlioz regarda Rossini en haussant les épaules. Rossini lui dit : « Que voulez-vous, mon ami, il est resté trop longtemps dans la citerne ».

— Ce soir, jeudi :

A la Comédie-Parisienne, à huit heures trois quarts, première représentation (à ce théâtre) des *Amants légitimes*, comédie en trois actes, de MM. Ambroise Janvier et Marcel Ballot :

MM. Henry Burguet, Paul de Puyssec; Bullier, Letourteau; Vallières, Desmoutiers; Burguet jeune, comte de Puyssec; Jousserand, valet de pied; Gardet, Justin; Mmes Juliette Darcourt, Mme Baudoin; S. Goldstein, Hugnette; Louise Bignon, Fanny Langlois; Barcey, Thérèse.

Au théâtre des Nouveautés, 150e représentation de la *Dame de chez Maxim*.

A l'Opéra-Comique, on reprend *Cavalleria rusticana*, avec Mme de Nuovina dans le rôle de Santuzzia. Le spectacle commencera par la *Dame blanche*.

A l'Olympia auront lieu les débuts de Mlle Sidley dans son nouveau répertoire.

Au Nouveau-Théâtre, à huit heures, répétition générale d'*Othello*, le *Maure de Venise*, drame en cinq actes, par Shakespeare, traduit par M. Louis Ménard.

— Au Lyrique-Renaissance, les répétitions du *Duc de Ferrare* ont repris avec activité. Le drame lyrique de MM. Paul Milliet et Georges Marty, dont la répétition générale reste fixée à samedi, offrira, avec MM. Cossira, Séguin, Soulacroix et Delaquerrière, une distribution de premier ordre.

— Matinées de dimanche prochain :

Comédie-Française. — Le *Mariage de Figaro*.

Opéra-Comique. — La *Vie de bohême* et le *Cygne*.

Lyrique-Renaissance. — *Martha*.

Odéon, Nouveautés, Ambigu, Châtelet, théâtre Antoine, Folies-Dramatiques, Cluny, Déjazet, théâtre de la République, mêmes spectacles que le soir.

Cirque d'Été, Nouveau-Cirque, cirque Medrano. — Représentations équestres.

Folies-Bergère, Casino de Paris, Olympia, Parisiana, la Cigale. — Spectacles divers.

SPECTACLES DU JEUDI 25 MAI

Opéra. Relâche. — Vendredi, 8 h., Joseph, Briséis.
Français. 8 h. ½. — Louis XI.
Opéra-Com. 8 h. ½. — La Dame blanche. — Cavalleria rusticana.
Odéon. 8 h. 1/2. — L'Amour quand même. — Ma Bru!
Vaudeville. 8 h. 3/4. — Mme de Lavalette.
Gymnase. 8 h. 1/4. — 1807. — Marraine.
Th. Sarah-Bernhardt 8 1/4. Hamlet, prince de Danemark.
Th. Antoine. 8 h. 1/2. Parisienne. Gaietés de l'escadron.
Porte-St-Martin. 8 h. ½. — Plus que reine.
Variétés. 8 h. ½. — Monsieur X.... — Le Vieux Marcheur.
Nouveautés. 8 h. 1/2. — La Dame de chez Maxim.
Pal-Royal. 8 3/4. Le Maître d'école. Ménages parisiens.
Renaissance. 8 h. 1/2. — Martha.
Gaîté. 8 h. 1/2. — Les 28 jours de Clairette.
Châtelet. 8 h. 1/4. — La Poudre de Perlinpinpin.
Ambigu. 8 h. 1/2. — La Légion étrangère.
Bouffes-Par. 8 h. 3/4. — Miss Helyett.
Fol.-Dram. 8 h. 1/4. — Le Voyage de Corbillon.
Comédie-Par. 8 h. 3/4. L'Anglais. Les Amants légitimes.
Cluny. 8 1/2. Monsieur du second. Marraine de Charley.
Déjazet. 8 h. 1/2. — Le Mandat. — Joli Sport.
Marigny-Théâtre. 8 h. 1/2. — La Fontaine des Fées.
Th. de la République. 8 h. 1/2. — Les Deux Orphelines.
Capucines. 9 h. — Galipaux. — Les Tribunaux comiques.
Les Mathurins. 9 1/4. — Marguerite Deval. Vive l'almée
Olympia. 8 h. 1/2. — La Fée des poupées.
Cigale. Tél. 407-60. A 9 h. Ohé Vénus! pièce-féerie en 2 actes.
Cas. de Paris. 8 1/2. — Folle déesse. — Les Jees. — Kolzova.
Fol.-Bergère. 8 h. 1/2. — Les Grandes Courtisanes.
Parisiana. 8 h. Tél. 156-